

Gestion du stress hydrique: Le grand chaos



• Une étude de la FAO pointe la profusion de stratégies sans convergence

• Les textes de loi attendent toujours publication

• Avec 600 m³/habitant/an, le Maroc en deçà du seuil critique

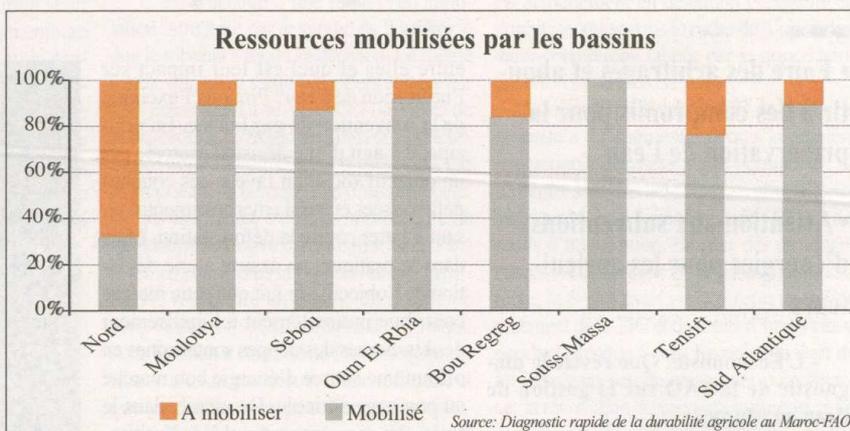
LE Maroc s'engage à pas sûrs dans une guerre de l'eau. La surexploitation de la ressource souterraine, sa mobilisation dans le domaine agricole, son exposition à une frénétique pollution, le retard dans l'assainissement, la rareté de l'eau confirmée par des études prévisionnelles, le tout en alternance avec des sécheresses périodiques, conduisent le pays vers cette voie. Les changements climatiques, on le sent bien aujourd'hui, font des ravages. A quelques jours de la fin du mois de novembre, il n'y a pas encore une goutte de pluie.... Le Département de tutelle confirme. Les ressources naturelles en eau au Maroc sont parmi les plus faibles au monde. Le potentiel est évalué à 22 milliards de m³ par an (les dernières statistiques datent de 2014), soit l'équivalent de 750 m³/habitant/an, communément admis comme seuil critique indiquant l'apparition de pénuries et de crise latente d'eau. Aujourd'hui, les derniers chiffres avancent quelque 600 m³ par habitant par an...

Le recours aux nappes d'eau souterraines afin de sécuriser l'approvisionnement en eau d'irrigation a engendré une surexploitation quasi généralisée de ces nappes avec l'exploitation de près de 800 millions de m³ d'eau non renouvelables par an, relève une étude de diagnostic réalisée avec le soutien de la FAO en 2015 et 2016⁽¹⁾.

Cette surexploitation du potentiel des nappes a eu pour conséquence, selon cette étude, la baisse de leurs niveaux d'eau, allant jusqu'à 2m/an. Et également «la diminution des débits voire le tarissement de certaines sources, la réduction de l'approvisionnement en eau des secteurs d'irrigation traditionnelle, la détérioration et la régression de l'irrigation traditionnelle dépendante de ressources en eau souterraines». Dans le secteur industriel, on enregistre des cas de pollution des nappes par les rejets de certaines unités. En pleine crise de sécheresse, on

continue à arroser les vastes terrains de golfs et les espaces verts dans plusieurs villes du pays. En résumé, chaque secteur exploite fortement les ressources en eau en fonction de ses objectifs économiques sans tenir compte des exigences d'un développement durable. L'heure est grave et exige une mobilisation encore plus drastique des pouvoirs publics. Bien qu'un cadre juridique et institutionnel avancé ait été mis en place, on constate toujours le même laxisme dans la gestion rationnelle de cette ressource. Fallait-il attendre qu'on nous le rappelle: «Il est urgent d'approfondir la réflexion sur la cohérence des politiques sectorielles par rapport à l'eau», indique le diagnostic de la FAO, réalisé par deux consultants marocains en collaboration avec l'organisme. «Il s'agit d'un état des lieux avec une analyse des politiques sectorielles concernées et leur impact

ou effets sur l'eau», explique Dubravka Bojic, experte Gouvernance à la FAO, à un parterre de décideurs (gouvernement, associations, chercheurs...). Les experts insistent dans leurs recommandations sur la nécessité d'arbitrer entre les stratégies et programmes sectoriels



Les ressources en eaux de surface économiquement accessibles sont déjà, à près de 90%, régularisées par les barrages. La marge de mobilisation de cette catégorie de ressource est donc limitée dans la plupart des bassins hydriques du pays. L'alimentation en eau des zones irriguées enregistre un déficit annuel estimé à plus de 30%. Ce qui va pousser une partie des agriculteurs à satisfaire leur besoin via le pompage des nappes. Le recours au développement des ressources non conventionnelles, comme par exemple le dessalement des eaux de la mer, s'impose donc pour pallier cette saturation de l'offre des barrages

Les carottes de Berrechid

MOBILISATION dans la province de Berrechid pour sauver sa nappe souterraine qui subit une surexploitation avec un nombre impressionnant de forages et de puits. L'irrigation de plus de 8.000 ha se fait d'une manière intensive. Avec une superficie de plus de 6.000 ha représentant 35% des zones irriguées, la culture des carottes figure en tête des produits consommateurs d'eau. La production de cette culture nécessite une consommation qui varie entre 1.200 et 1.500 m³ par ha sans compter le volume d'eau utilisé pour le lavage des carottes, estime un spécialiste dans



Ph. FR

le domaine. Tout cela va contribuer à un déséquilibre en ressources en eau d'environ 30 millions de m³ par an. Des démarches ont été entamées depuis quelques années par l'Agence du Bassin hydraulique du Bouregreg et de la Chaouia pour instaurer un système de bonne gouvernance des ressources de cette nappe qui couvre plus de 4 provinces en plus de celle de Berrechid. L'ambition de l'Agence est la mise en place d'un contrat de concession (contrat nappe) pour l'exploitation collective de cette nappe. Un projet de plan d'action en cours d'examen qui vise à généraliser l'irrigation du goutte-à-goutte à 8.300 ha et assurer une gestion rationnelle de la culture des carottes. Ce qui va permettre de réaliser une économie en eau estimée à 24 millions de m³ par an. □

dont ceux concernant eau-agriculture-énergie, particulièrement le risque lié à la promotion de l'utilisation de pompage solaire.

De leur côté, les autorités se gaussent d'avoir déployé un lourd arsenal pour affronter ces changements, sauf qu'il n'est pas optimisé comme le souligne l'étude. La profusion de stratégies, même issues de bonne volonté, nuisent à l'effort.

Toujours est-il, le Maroc dispose actuellement d'une batterie d'outils dont une partie tarde à être opérationnelle. Il jouit d'un cadre juridique avancé avec la publication notamment de la loi sur l'eau (36-15) qui appréhende tous les problèmes que peut rencontrer un gestionnaire de l'eau, en l'occurrence les bassins hydrauliques. En ce qui concerne la gouvernance, cette loi a mis en place un outil d'orientation, à savoir le Plan national de l'Eau et les Plans directeurs d'Aménagement intégré des ressources en eau au niveau des bassins. A cela s'ajoute le Conseil supérieur de l'eau et du climat avec les conseils des bassins hydrauliques comme espaces de concertation entre les différents acteurs concernés au niveau local. Mais, mais, mais... des textes d'application sont encore suspendus et ne permettent donc pas de réglementer certaines opérations et activités liées à la gestion de l'eau.

Noureddine EL AISSI

(1): Il s'agit du diagnostic rapide de la durabilité de l'agriculture au Maroc préparé dans le cadre de l'initiative Alimentation et agriculture durables (SFA) de la FAO.

